

5G: Le choix technologique est fait avant le choix de société

Qu'on soit pour ou contre la 5G, ou même que l'on ne sache pas quoi en penser, personne ne semble se satisfaire de la qualité du débat public sur ce sujet.

D'un côté, des maires de plusieurs grandes villes demandent un moratoire sur son déploiement, dans la foulée des citoyens de la Convention sur le Climat.

De l'autre, les promoteurs de cette nouvelle génération de réseau mobile la présentent comme une évolution logique, un progrès technique dont les évidents bienfaits ne méritent pas de discussion. La caricature des oppositions a même gagné l'Élysée, puisque Emmanuel Macron est allé jusqu'à moquer ses détracteurs en déclarant: «Je ne crois pas que le modèle Amish permette de régler les défis de l'écologie contemporaine», les opposants à la 5G, prônant, selon lui un retour «à la lampe à huile».



Planète 5G

Il y a pourtant matière à discussion, notamment sur les conséquences environnementales de cette technologie. Mais la façon d'en débattre n'est pas à la hauteur des enjeux. Toute technologie est en soi un sujet de société, car elle incarne la validation matérielle d'un horizon politique et culturel. Les technologies n'arrivent pas toutes seules selon les lois de l'évolution: leurs définition et déploiement font l'objet de rapports de force entre différentes visions. Une fois déployée, une technologie vient valider ou amplifier l'horizon de ses promoteurs.

A ce titre, la 5G représente la société du tout numérique, telle qu'elle est en train de se dessiner. Or, depuis quelques années, cette société est de plus en plus décriée. Il y a toujours eu une critique des technologies, mais depuis l'affaire Snowden, ce rejet a pris de l'ampleur.

Désormais, tout le monde ne perçoit plus les avantages du numérique: entre la difficulté à accéder aux services publics lorsqu'ils sont 100% dématérialisés, la désinformation des réseaux sociaux ou encore la polarisation du débat qu'ils provoquent... La 5G est donc devenue un sujet de société, sous l'effet de cette volonté de remettre «la technologie» dans l'arène politique.

Il conviendrait tout d'abord d'éviter certains écueils. Arguer de l'éternel «retard» de la France par rapport à ses concurrents étrangers, répondre aux injonctions à «s'adapter» au monde tel qu'il est... Tous ces poncifs nous laissent surtout l'impression que nous n'avons pas le choix.

Dans un même registre, on entend beaucoup dire que la 5G est indispensable à l'industrie et permettra de relocaliser l'activité. Non, la relocalisation de l'industrie relève de choix politiques. La faire dépendre uniquement de la présence d'un réseau mobile est faire preuve de déterminisme technologique.

Ensuite, un débat sain demande à abandonner toute forme de mépris. A l'inverse de la déclaration du président Emmanuel Macron qui a qualifié les opposants à la 5G d'Amish à la lampe à l'huile. Cela risque de consolider et cristalliser les oppositions, voire d'alimenter la défiance. Ce que le Président risque de récolter, c'est davantage d'antennes brûlées.

De façon pragmatique, il existe des institutions, comme la Commission nationale du débat public, pour mener des débats sur des sujets techniques et scientifiques. Elle n'a jamais été sollicitée. Des «forums hybrides» aux débats publics, en passant par les conventions citoyennes... Ces formats permettent de faire discuter des experts, des politiques, des industriels et des citoyens. Ils tendent justement à contenir les dérives complotistes.

Seulement, avec la 5G, ce travail démocratique a déjà été réalisé avec la Convention citoyenne sur le climat, et a été bafoué. Le Président de la République avait indiqué reprendre toutes les propositions de la Convention, à l'exception de 3 jokers dont la 5G ne faisait pas partie.

En déployant cette nouvelle génération de réseau, l'exécutif revient sur sa parole et balaie le travail des citoyens. C'est menteur et destructeur. Et pose indirectement la question de l'utilité des conventions citoyennes.

Certains demandent désormais un référendum sur la 5G. Le référendum est un mauvais outil, car il induit une réponse binaire à un sujet complexe. Or, il y a plusieurs façons de déployer la 5G, et il nous reste du temps pour en discuter. Mais ceux qui demandent ce référendum le font car ils sont à bout. C'est la dernière option qui s'offre à eux.

L'argument de progrès présenté par les pro-5G ne veut rien dire, car la notion de progrès aujourd'hui ne veut plus dire grand-chose. Deux idées sont à distinguer: le progrès technique est ici caractérisé par une amélioration de l'existant – le passage de la 4G à la 5G. Le progrès social, lui, est bien plus vaste. Or, le lien entre ces deux dimensions ne va plus de soi.

La 5G cristallise également une défiance envers le déploiement de projets techniques menés par l'État. La méthode des pouvoirs publics y est pour beaucoup: le choix est imposé de façon verticale, sans concertations ni avec les élus locaux ni avec les citoyens. Le choix technologique est fait avant le choix de société. La question n'est pas posée, les moyens mis avant les fins.

Nous déployons la 5G car des prévisions estiment que la consommation de données mobiles augmente sans cesse. Or cette augmentation correspond plutôt à des «prédictions», pour ne pas dire des prophéties.

Si la France ne déployait pas la 5G, on n'en connaît pas les conséquences. C'est en quelque sorte la question interdite. La poser serait pourtant très utile, car cela nous conduirait à interroger de près la notion de «limites». Or ces limites, nous les avons bien fixées dans d'autres domaines: clonage, mines antipersonnel... Certes, la 5G n'est pas à mettre sur le même plan, mais d'une certaine manière, elle questionne aussi notre quête de puissance, notre rapport à la technique, à l'hubris. Nous ne devrions pas avoir peur d'en parler.

Si la question de la consommation d'énergie se pose, c'est bien parce que depuis plusieurs années la prise en compte de l'empreinte environnementale du numérique est montante. Il faut donc se demander si le numérique, dans son ensemble, contribue à la décarbonation de notre économie. Il n'y a pas de réponse facile à cette question. A certains endroits, le numérique permet de développer des usages vertueux, comme le covoiturage par exemple. Même si cela peut engendrer un effet rebond: ce phénomène s'observe dès qu'une amélioration permet à un produit ou un service de mobiliser moins d'énergie: au lieu de stabiliser leur usage et donc de diminuer la facture énergétique, on constate au contraire une intensification entraînant une plus grande consommation d'énergie. Mais on ne sait pas vraiment calculer son apport global. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que les émissions de gaz à effet de serre dues au numérique tendent à augmenter.

La France doit diviser ses émissions de CO2 d'un facteur 6 d'ici 2050 : la 5G y contribuera-t-elle ? Comment ? C'est sans doute ainsi qu'il faudrait se poser la question. Déployer une telle technologie sans connaître précisément ses effets sur le climat, eu égard de l'impact grandissant du numérique sur les écosystèmes, peut légitimement interroger. Nous devrions prendre le temps du débat, un temps qui n'est pas toujours compatible avec celui de l'innovation.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID

Pour le Collectif anti-5G